

D'abord, les syndicats doivent s'adapter à ces nouvelles situations afin de sauvegarder les droits de leurs membres.

Deuxièmement, nous devons faire face à une hausse du coût de la vie.

Troisièmement, il s'ensuit une production à la chaîne extrêmement efficace, où l'homme trouve de moins en moins sa place.

Quatrièmement, le chômage ne peut évidemment que s'accroître. D'une part, les développements technologiques sont extrêmement rapides, encouragés par les gouvernements, et, d'autre part, l'insécurité du revenu s'accroît.

Je citerai un exemple très simple, à ce stade. Depuis plusieurs années, les gouvernements encouragent les producteurs laitiers à faire progresser leur terre, à améliorer leur production et à améliorer leur équipement, par achat, par exemple, des «bulk tanks». Mais, en même temps, le gouvernement prend les moyens nécessaires pour réduire leur revenu. Il s'ensuit que ces gens qui, aujourd'hui, encouragés par le gouvernement, ont les moyens de vivre aisément doivent sous ce même gouvernement, se contenter d'un revenu annuel moyen qui, dans le Québec, par exemple, se chiffre à moins de \$2,000 par année. Voilà le résultat d'une société où l'on prétend accélérer la production, mais qui ne pense pas, en même temps, à son système de distribution et de consommation.

Le fossé s'accroît donc de jour en jour, doublé par un besoin de plus en plus grand de capitaux pour les différents gouvernements, s'ils entendent répondre aux exigences d'un pays moderne, qui cherche sa voie, alors qu'aucun d'eux ne veut mettre frein à ce développement.

Tout gouvernement, libéral comme conservateur progressiste, veut qu'on le croie en faveur du progrès. Le besoin d'argent se fait de plus en plus aigu. Cet argent, il le prend, d'après sa conception, dans les poches des contribuables, afin d'alimenter et d'appuyer le développement.

Voilà qui explique pourquoi le Ralliement créditiste présente aujourd'hui à la Chambre une motion invitant le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour combler ce fossé qui s'élargit de plus en plus entre les facteurs de production, d'une part, et les facteurs de consommation, d'autre part.

La politique du gouvernement actuel, que je décrirai à l'instant, est inapte à remplir son rôle dans la société dite «de consommation».

Aujourd'hui, les gouvernements trouvent —on l'a constaté au cours des discussions de la présente conférence fédérale-provinciale sur la Constitution—que les programmes de sécurité sociale coûtent de plus en plus cher et qu'on ne saurait absolument pas les

réduire, car les besoins sont sans cesse grandissants.

Ceci s'explique facilement, car dans notre société de consommation, le particulier finit toujours par se trouver dans une profonde insécurité et ne dispose d'aucun moyen pour s'en sortir.

Afin de venir en aide à la personne humaine, les gouvernements ont recours à des palliatifs comme l'assurance-chômage, les cours de recyclage de la main-d'œuvre, les investissements destinés à éliminer les disparités régionales, les pensions de bien-être social, les pensions de vieillesse, les allocations aux mères nécessiteuses, aux invalides, aux anciens combattants, aux aveugles. On a aussi mis sur pied des programmes comme le déplacement de la main-d'œuvre et ARDA, —qui ne constituent que des solutions temporaires—les stimulants à l'industrie, en vue de créer de nouveaux emplois, de même que l'assurance-maladie. On accorde des subventions spéciales à la production du blé et du lait et, enfin, on instaure un programme d'austérité qui veut dire: Serrez-vous la ceinture!

Voilà donc toute la gamme des mesures auxquelles a abouti l'imagination des gouvernements qui se sont succédé depuis 1867, en vue d'enrayer l'insécurité sans cesse accrue des Canadiens.

Les différents gouvernements tentent de corriger ces situations par de l'aide directe ou indirecte, compte tenu de la situation financière, de leurs obligations, de leurs revenus et des dissensions aux différents niveaux de gouvernement.

Or, la population s'accroît, les besoins et le coût de la vie augmentent de jour en jour, les syndicats de mieux en mieux organisés font des efforts incroyables en vue d'assurer à leurs membres une plus grande sécurité. Mais en ce faisant, ils contribuent inconsciemment à faire monter les prix des marchandises et, par conséquent, à accroître le fossé entre ceux qui touchent un revenu et ceux qui sont à la charge de l'État et bénéficient des différents programmes énumérés plus haut, de sorte que, même avec la meilleure volonté du monde et avec les meilleurs hommes, même avec un gouvernement dont le revenu augmente, la situation des familles et des particuliers s'aggrave plutôt que de s'améliorer, bien qu'il en coûte de plus en plus cher au gouvernement.

● (5.10 p.m.)

Il est donc une chose qu'on ne peut nier, qu'on soit libéral, conservateur progressiste ou membre du Nouveau parti démocratique ou du Ralliement créditiste. Notre société qui avait d'abord un caractère artisanal est devenue industrielle, à cause des investissements et les efforts collectifs et individuels. Elle est